

Convention collective départementale

IDCC : 923. – MÉTALLURGIE

(Charente-Maritime)

(27 décembre 1976)

(Etendue par arrêté du 20 janvier 1979,
Journal officiel du 18 mars 1979)

ACCORD DU 1^{ER} AOÛT 2013

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES EFFECTIVES GARANTIES

ET À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2014

NOR : ASET1351043M

IDCC : 923

Entre :

L'UIMM de la Charente-Maritime,

D'une part, et

Le syndicat des métaux CFE-CGC de la Charente-Maritime ;

Le syndicat des métaux CFDT de la Charente-Maritime,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus par l'avenant du 19 avril 1991 de la convention collective de la métallurgie du département de Charente-Maritime sont fixés à partir de l'année 2013 par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituant la rémunération annuelle effective garantie (RAEG) au-dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Le présent barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, soit une mensualisation de 151,67 heures.

Le présent barème sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif auquel est soumis le salarié.

Article 2

La valeur du point, qui détermine les salaires minimaux hiérarchiques, base de calcul des primes d'ancienneté, est fixée à compter du 1^{er} janvier 2014 à 5,27 € (base 35 heures).

Le barème, applicable à compter du 1^{er} janvier 2014, est annexé au présent avenant.

Ce barème tient compte des majorations des salaires minimaux hiérarchiques des ouvriers (5 %) et de celles des salaires minimaux hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier (7 %) prévues par la convention collective de la métallurgie du département de la Charente-Maritime.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont adaptables à l'horaire de travail effectif.

Article 3

Le présent avenant sera déposé à la direction du travail et de l'emploi de la Charente-Maritime ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de La Rochelle et à la direction des relations du travail à Paris.

Article 4

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent accord.

Fait à La Rochelle, le 1^{er} août 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des taux garantis annuels applicable à partir de l'année 2013

Base : 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MONTANT
V		395	30 113
	3	365	27 601
	2	335	25 346
	1	305	23 318
IV	3	285	21 968
	2	270	20 880
	1	255	19 888
III	3	240	18 809
	2	225	18 258
	1	215	17 915
II	3	190	17 508
	2	180	17 350
	1	170	17 290
I	3	155	17 198
	2	145	17 180
	1	140	17 166

Rémunérations minimales hiérarchiques à compter du 1^{er} janvier 2014

Valeur du point : 5,27 €.

Base : 35 heures, soit 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise
I	1	140	737,80	
	2	145	764,15	
	3	155	816,85	
II	1	170	895,90	
	2	180	948,60	
	3	190	1 001,30	

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise
III	1	215	1 133,05	AM1 1 133,05
	2	225	1 185,75	
	3	240	1 264,80	AM2 1 264,80
IV	1	255	1 343,85	AM3 1 343,85
	2	270	1 422,90	
	3	285	1 501,95	AM4 1 501,95
V	1	305	1 607,35	AM5 1 607,35
	2	335	1 765,45	AM6 1 765,45
	3	365	1 923,55	AM7 1 923,55
	4	395	2 081,65	AM8 2 081,65

Conformément à l'accord national du 30 janvier 1980, relatif à des garanties applicables aux ouvriers, les ouvriers bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques, selon le barème suivant :

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
I	1	140	737,80	36,89	774,69
	2	145	764,15	38,21	802,36
	3	155	816,85	40,84	857,69
II	1	170	895,90	44,80	940,70
	2	180			
	3	190	1 001,30	50,07	1 051,37
III	1	215	1 133,05	56,65	1 189,70
	2	225			
	3	240	1 264,80	63,24	1 328,04
IV	1	255	1 343,85	67,19	1 411,04
	2	270	1 422,90	71,15	1 494,05
	3	285	1 501,95	75,10	1 577,05

Conformément à l'article 2 de l'accord national du 13 juillet 1983, les agents de maîtrise d'atelier bénéficient d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Le barème à utiliser pour les agents de maîtrise d'atelier est le suivant :

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
III	1	215	1 133,05	79,31	1 212,36
	2	225			
	3	240	1 264,80	88,54	1 353,34
IV	1	255	1 343,85	94,07	1 437,92
	2	270			
	3	285	1 501,95	105,14	1 607,09
V	1	305	1 607,35	112,51	1 719,86
	2	335	1 765,45	123,58	1 889,03
	3	365	1 923,55	134,65	2 058,20
	4	395	2 081,65	145,72	2 227,37